

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFRASTOCK INTERNATIONAL

Route de Coudres
27220 Saint-André-de-l'Eure

Références : 166/2024/UBDEO/ERA/DB
Code AIOT : 0005800942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SOFRASTOCK INTERNATIONAL implanté Rue des Aérodromes 27220 Saint-André-de-l'Eure. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la vérification des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRASTOCK INTERNATIONAL
- Rue des Aérodromes 27220 Saint-André-de-l'Eure
- Code AIOT : 0005800942
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sofrastock International exerce des activités logistiques pour l'industrie automobile Renault sur la commune de Saint-André de l'Eure. Les installations relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (stockage de matières combustibles sous entrepôt couvert) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et du régime de la déclaration au titre des rubriques 4330, 4331, 2910, 2925, 1530 et 1532.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2 et 3.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la vérification annuelle des installations électriques, l'existence d'attestations Q18, le contrôle par thermographie infrarouge, l'existence d'un plan d'action hiérarchisé, l'évaluation du risque explosion, un nombre réduit d'observations restant à traiter et l'absence de non-conformité.

-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant : les limites d'intervention

ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques. Il est nécessaire d'analyser leur pertinence et de planifier avec le temps la vérification des installations électriques non contrôlées. Une vérification partielle des installations électriques ne peut conclure à l'absence de risques d'incendie ou d'explosion. L'organisme de contrôle Socotec déclare dans l'attestation Q18 des bâtiments 16-17 ne pas avoir reçu de l'exploitant le zonage des risques d'explosion, bien que l'exploitant dispose de fiches d'évaluation du risque ATEX.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification des installations électriques a été réalisée en novembre 2023 par la société Socotec. Les précédentes vérifications ont été réalisées en novembre 2022 et octobre 2021. La périodicité annuelle est donc respectée.</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a communiqué des attestations Q18 par bâtiment ou groupe de bâtiments.</p> <p>Les attestations Q18 indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification complète des installations électriques des bâtiments 01, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13-14-15, 18, 20, 21-22-23, 24, 26 bis, 26, 29, 30, 31, 32, CE, poste de livraison, station de pompage et le fait que les installations électriques ne peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, - une vérification partielle des installations électriques des bâtiments 16-17, 25-27, station de carburant et le fait que les installations électriques ne peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <p>Un contrôle par thermographie infrarouge est réalisé annuellement. L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un suivi de l'évolution des résultats de la thermographie infrarouge, - un comparatif des résultats aux données constructeur des équipements électriques (températures maximales attendues), - le certificat de la calibration de la caméra Fluke valide du 9 juin 2023 au 9 juin 2024. <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôleur de la société Socotec est accompagné durant toute l'intervention, - le contrôleur n'est pas informé des travaux réalisés au cours de l'année qui précèdent son intervention afin de ne pas influencer les résultats de son contrôle. <p>L'exploitant n'observe pas de "copier-coller" entre deux rapports de vérification.</p> <p>-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'une</p>

vérification partielle des bâtiments 16-17, 25-27 et station de carburant <u>ne peut écarter les risques d'incendie ou d'explosion.</u>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-> Voir la demande associée au point de contrôle n°2 Limite d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'identifie aucun matériel électrique en zone ATEX (ATmosphère EXplosive). Voir le point de contrôle n°4.</p> <p>L'exploitant informe du contrôle de l'huile du transformateur haute tension (HT) tous les 3 ans. L'exploitant a justifié de l'entretien du poste électrique HT (rapport d'intervention Mainco n°3 370a du 6 octobre 2023).</p> <p>Les attestations Q18 indiquent une vérification partielle des installations électriques des bâtiments 16-17, 25-27 et station de carburant.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques des bâtiments 16-17 indiquent des limites d'interventions suivantes :</p> <p><i>"Les éléments suivants n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- l'intégralité des départs différentiels et fusibles secourus n'ont pas été vérifiés (pour des raisons d'exploitation à la demande M. [C]),</i> <p><i>Les équipements ou locaux repérés par le sigle NV1 dans les tableaux du chapitre IV n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité. Il en est de même des éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- Récepteurs sur une grande partie du bâtiment avec circulation d'engins (pour raison d'interdiction aux piétons et à la demande de M. [C])."</i> <p>Le rapport de vérification des installations électriques des bâtiments 25-27 indiquent des limites d'interventions suivantes :</p> <p><i>"Les équipements ou locaux repérés par le sigle NV1 dans les tableaux du chapitre IV n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité. Il en est de même des éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- Vérification des continuités des appareils d'éclairage de classe I (absence de moyen d'accès sécurisé)".</i> <p>Les attestations Q18 associées indiquent que les installations électriques ne peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p>

Les limites d'intervention des bâtiments 16-17, 25-27 ne sont pas reportées (lieu et motif) dans les attestations Q18 associées.

-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les limites d'intervention ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques. Il est nécessaire d'analyser leur pertinence et de planifier avec le temps la vérification des installations électriques non contrôlées. Une vérification partielle des installations électriques ne peut conclure à l'absence de risques d'incendie ou d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour d'une part analyser le caractère pertinent des limites d'intervention relevées dans les rapports de vérification et d'autre part planifier la vérification des installations électriques non contrôlées.

Des éléments de planification sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de six mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

Les attestations Q18 permettent à l'exploitant de prendre connaissance des actions à traiter en priorité. Ils ne font état d'aucune non-conformité. Le contrôle par thermographie infrarouge ne révèle pas d'anomalie, ni d'écart avec les résultats de l'année précédente. L'exploitant informe du fait que les rapports de vérification détaillés font état de 12 observations.

L'exploitant a présenté son plan d'action correctif. La planification des actions est hiérarchisée selon l'indice de gravité allant de 1 à 2 émis par la société Socotec. Sur 12 observations identifiées, il ne reste que 3 observations à traiter. Le traitement des 3 observations restantes fait l'objet de devis. En séance, l'exploitant a présenté les observations de priorité 1 traitées les 20/12/23 (DDD bâtiment 13-14-15) et 20/03/24 (poste de livraison).

L'exploitant dispose d'une équipe d'électriciens sur site. Les interventions rapides sont traitées en interne. Les "gros chantiers" sont traités par des entreprises extérieures.

<p>Au regard de la taille du site, l'absence de non-conformité et le nombre limité d'observations restant à traiter démontrent l'efficacité de l'organisation et du plan d'action.</p> <p>-> Les constatations effectuées ne mettent pas en évidence d'anomalie en ce qui concerne le traitement des non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2 et 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM - 31/03/80 - Électricité - Article 2 L'exploitant d'un établissement visé à l'article 1er définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives : Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ; Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.</p> <p>AM - 31/03/1980 - Article 3.1 Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à une évaluation du risque explosion et présenté en séance la fiche d'analyse ATEX (ATmosphère EXplosive) des bâtiments 16-17. La fiche d'analyse ATEX de la chaufferie du bâtiment 17 identifie une zone ATEX jusque 30 cm autour de bride ou vanne liée au fait que la pression du gaz est limitée à 0,3 bar. L'exploitant informe de l'absence d'équipement électrique dans les zones ATEX identifiées. L'établissement n'est pas donc pas concerné par le fait de produire une étude d'adéquation des matériels électriques en zone ATEX.</p> <p>-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'incohérence suivante : l'exploitant dispose d'une évaluation du risque ATEX tandis que l'organisme de contrôle Socotec déclare dans l'attestation Q18 des bâtiments 16-17 ne pas avoir reçu de l'exploitant le zonage des risques d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des</p>

dispositions soient prises pour que l'organisme de contrôle atteste de la réception du zonage des risques d'explosion pour les bâtiments concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Au cours de la visite des installations, l'inspection des installations classées constate : - l'observation de priorité 1 du poste de livraison a été traitée, - le zonage ATEX de la chaufferie du bâtiment 17 est matérialisé. -> Les constatations effectuées ne mettent pas en évidence d'anomalie en ce qui concerne l'état général visuel des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite